

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pincourt _____

Code géographique : 71070 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Boisvert, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Pincourt pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-07-06

Signature

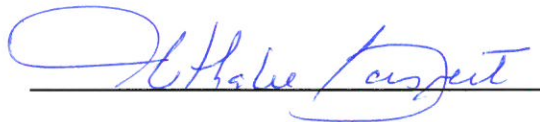

Nathalie Boisvert

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

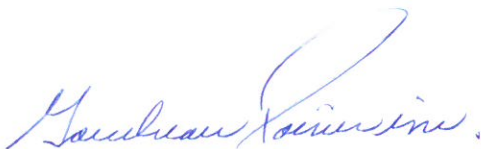
À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Pincourt et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Pincourt inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2015-07-06

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	17 007 734	17 319 300	17 564 466				17 564 466
Compensations tenant lieu de taxes	2	319 125	325 900	314 007				314 007
Quotes-parts	3						1 880 119	
Transferts	4	998 222	173 500	188 440			423 235	611 675
Services rendus	5	823 258	1 002 100	809 930			356 831	1 166 761
Imposition de droits	6	1 205 716	496 700	940 803				940 803
Amendes et pénalités	7	130 246	140 400	125 715				125 715
Intérêts	8	505 742	323 300	269 421			13 116	282 537
Autres revenus	9	49 582	10 500	(1 429 025)			17 699	(1 411 326)
	10	21 039 625	19 791 700	18 783 757			2 691 000	19 594 638
Investissement								
Taxes	11							
Quotes-parts	12							
Transferts	13	3 052 882	4 062 000	57 857				57 857
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	14			84 911				84 911
Autres	15	38 500						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16							
	17	3 091 382	4 062 000	142 768				142 768
	18	24 131 007	23 853 700	18 926 525			2 691 000	19 737 406
Charges								
Administration générale	19	4 899 440	2 383 950	2 376 206	47 221			2 423 427
Sécurité publique	20	2 828 277	3 189 600	2 923 887	112 871			3 036 758
Transport	21	3 327 010	3 627 805	3 188 690	787 294	1 265 063		4 753 153
Hygiène du milieu	22	4 398 117	4 745 610	4 060 132	956 700	1 075 359		4 699 966
Santé et bien-être	23	105 644	105 750	108 031				108 031
Aménagement, urbanisme et développement	24	589 735	635 885	662 619	721			663 340
Loisirs et culture	25	2 644 922	3 381 800	2 743 800	253 724			2 997 524
Réseau d'électricité	26							
Frais de financement	27	472 219	577 800	492 812			147 250	640 062
Amortissement des immobilisations	28	2 058 717	2 145 971	2 158 531	(2 158 531)			
	29	21 324 081	20 794 171	18 714 708			2 487 672	19 322 261
Excédent (déficit) de l'exercice	30	2 806 926	3 059 529	211 817			203 328	415 145

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 806 926		3 059 529		211 817	203 328	415 145
Moins: revenus d'investissement	2	(3 091 382 )	(	4 062 000 )	(	142 768 )	(	142 768)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(284 456)		(1 002 471)		69 049	203 328	272 377
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	2 058 717		2 145 971		2 158 531	409 171	2 567 702
Produit de cession	5	7 024				1 892 220		1 892 220
(Gain) perte sur cession	6	(2 931)				1 493 716		1 493 716
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	2 062 810		2 145 971		5 544 467	409 171	5 953 638
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	8 071						
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11	8 071						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	26 972				15 129		15 129
	15	26 972				15 129		15 129
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 491 912 )	(	1 551 100 )	(	1 544 486)	(429 298)	(1 973 784)
	18	(1 491 912)	(	1 551 100)	(	1 544 486)	(429 298)	(1 973 784)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(133 383 )	(		(	108 536)	(22 290)	(130 826)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 572 183		635 300		67 831		67 831
Excédent de fonctionnement affecté	21	709 683				984 148	(6 039)	978 109
Réserves financières et fonds réservés	22	(218 991)		(227 700)		(205 056)	(15 115)	(220 171)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(7 125)				(6 997)	(1 560)	(8 557)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	2 922 367		407 600		731 390	(45 004)	686 386
	26	3 528 308		1 002 471		4 746 500	(65 131)	4 681 369
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 243 852				4 815 549	138 197	4 953 746

[∞] 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	3 091 382	4 062 000	142 768		142 768
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	288 770 ) (	823 105 ) (	115 542 ) (	) (	115 542)
Sécurité publique	3 (	131 018 ) (	540 900 ) (	170 669 ) (	) (	170 669)
Transport	4 (	336 653 ) (	715 810 ) (	459 996 ) (	9 549 ) (	469 545)
Hygiène du milieu	5 (	3 381 092 ) (	9 234 796 ) (	1 148 242 ) (	24 066 ) (	1 172 308)
Santé et bien-être	6 () () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	5 499 ) (	) (	3 272 ) (	) (	3 272)
Loisirs et culture	8 (	596 140 ) (	100 000 ) (	(35 376)) (	) (	(35 376))
Réseau d'électricité	9 () () () () ()
	10 (	4 739 172 ) (	11 414 611 ) (	1 862 345 ) (	33 615 ) (	1 895 960)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 (	) (	) (	446 346 ) (	) (	446 346)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12 (	19 582 ) (	) (	37 836 ) (	) (	37 836)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	27 457	6 412 510	4 646 964		4 646 964
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	133 383		108 536	22 290	130 826
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	348 899	538 305	122 246		122 246
Excédent de fonctionnement affecté	16	62 403	401 796	108 888		108 888
Réserves financières et fonds réservés	17	243 629		219 564	11 325	230 889
	18	788 314	940 101	559 234	33 615	592 849
	19	(3 942 983)	(4 062 000)	2 859 671		2 859 671
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(851 601)		3 002 439		3 002 439

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 806 926	3 059 529	211 817	203 328	415 145
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	4 739 172 ) (	11 414 611 ) (	1 862 345 ) (	33 615 ) (	1 895 960)
Produit de cession	3	7 024		1 892 220		1 892 220
Amortissement	4	2 058 717	2 145 971	2 158 531	409 171	2 567 702
(Gain) perte sur cession	5	(2 931)		1 493 716		1 493 716
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(2 676 362)	(9 268 640)	3 682 122	375 556	4 057 678
Variation des propriétés destinées à la revente	8	8 071		(446 346)		(446 346)
Variation des stocks de fournitures	9	(25 450)		(2 756)	2 092	(664)
Variation des autres actifs non financiers	10	4 416		42 875	(23 925)	18 950
	11	(12 963)		(406 227)	(21 833)	(428 060)
	12	117 601	(6 209 111)	3 487 712	557 051	4 044 763
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	117 601	(6 209 111)	3 487 712	557 051	4 044 763
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(10 667 469)		(10 549 868)	(4 442 173)	(14 992 041)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(10 667 469)		(10 549 868)	(4 442 173)	(14 992 041)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(10 549 868)		(7 062 156)	(3 885 122)	(10 947 278)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	8 257 426	8 299 052	1 302 435	9 601 487
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	7 726 927	5 146 441	846 722	5 560 893
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5	56 497	79 204		79 204
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	16 040 850	13 524 697	2 149 157	15 241 584
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	6 881 464	2 703 699		2 703 699
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	6 560 860	1 610 114	908 190	2 086 034
Revenus reportés (note 12)	13	182 674	272 290		272 290
Dette à long terme (note 13)	14	12 965 720	16 000 750	5 126 089	21 126 839
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	26 590 718	20 586 853	6 034 279	26 188 862
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(10 549 868)	(7 062 156)	(3 885 122)	(10 947 278)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	54 469 242	50 787 120	8 946 397	59 733 517
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 709 852	3 156 198		3 156 198
Stocks de fournitures	20	71 914	74 670	14 065	88 735
Autres actifs non financiers (note 17)	21	163 896	121 021	24 900	145 921
	22	57 414 904	54 139 009	8 985 362	63 124 371
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	4 130 216	7 996 420		7 996 420
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	2 438 139	2 128 223	1 175 784	3 304 007
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(32 981)	(25 984)	(2 372)	(28 356)
Financement des investissements en cours	26	(4 584 188)	(1 620 109)	10 850	(1 609 259)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	44 913 850	38 598 303	3 915 978	42 514 281
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	46 865 036	47 076 853	5 100 240	52 177 093

11 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 806 926	211 817	203 328	415 145
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 058 717	2 158 531	409 171	2 567 702
Autres					
- Réduction valeur placement	3	26 972	15 129		15 129
- Gain/Perte immob.	4	(2 931)	1 493 716		1 493 716
	5	4 889 684	3 879 193	612 499	4 491 692
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(3 339 509)	2 580 486	(283 788)	2 307 227
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	5 102 215	(4 950 746)	(56 197)	(5 017 472)
Revenus reportés	9	(951 514)	89 616		89 616
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	8 071	(446 346)		(446 346)
Stocks de fournitures	12	(25 450)	(2 756)	2 092	(664)
Autres actifs non financiers	13	4 416	42 875	(23 925)	18 950
	14	5 687 913	1 192 322	250 681	1 443 003
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	4 739 172 ) (	1 862 345 ) (	33 615 ) (	1 895 960)
Produit de cession	16	7 024	1 892 220		1 892 220
	17	(4 732 148)	29 875	(33 615)	(3 740)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	19 582 ) (	37 836 ) (	) (	37 836)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(19 582)	(37 836)		(37 836)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	21 683	4 646 964		4 646 964
Remboursement de la dette à long terme	24 (	1 559 058 ) (	1 613 490 ) (	463 102 ) (	2 076 592)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 146 912	(4 177 765)	(12 528)	(4 190 293)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	25 969	1 556	(8 598)	(7 042)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	1 635 506	(1 142 735)	(484 228)	(1 626 963)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 571 689	41 626	(267 162)	(225 536)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	5 685 737	8 257 426	1 569 597	9 827 023
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	8 257 426	8 299 052	1 302 435	9 601 487

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Rémunération	1	5 013 929	5 286 100	5 231 462	344 201	5 575 663
Charges sociales	2	1 101 490	1 180 500	1 168 947	81 294	1 250 241
Biens et services	3	6 900 736	6 274 000	6 537 040	1 077 106	7 614 146
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	422 822	522 300	448 501	138 830	587 331
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	32 820		18 053	6 855	24 908
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	16 577	55 500	26 258	1 565	27 823
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 725 300	2 881 800	2 753 182		873 063
Autres	10					
Autres organismes	11	342 424	2 390 000	290 348	428 650	718 998
Amortissement des immobilisations	12	2 058 717	2 145 971	2 158 531	409 171	2 567 702
Autres						
- Autres	13	2 709 266	58 000	82 386		82 386
-	14					
-	15					
	16	21 324 081	20 794 171	18 714 708	2 487 672	19 322 261

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	17 305 800	17 564 466	17 007 734
Compensations tenant lieu de taxes	2	325 900	314 007	319 125
Quotes-parts	3			
Transferts	4	4 756 007	669 532	4 378 382
Services rendus	5	1 407 637	1 166 761	1 174 856
Imposition de droits	6	496 700	940 803	1 205 716
Amendes et pénalités	7	140 400	125 715	130 246
Intérêts	8	326 330	282 537	521 343
Autres revenus	9	11 024	(1 326 415)	122 651
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	24 769 798	19 737 406	24 860 053
Charges				
Administration générale	12	2 425 802	2 423 427	4 943 684
Sécurité publique	13	3 300 149	3 036 758	2 929 875
Transport	14	5 406 382	4 753 153	4 934 047
Hygiène du milieu	15	5 453 441	4 699 966	5 064 779
Santé et bien-être	16	105 750	108 031	105 644
Aménagement, urbanisme et développement	17	637 156	663 340	590 456
Loisirs et culture	18	3 571 415	2 997 524	2 822 064
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	732 622	640 062	671 803
	21	21 632 717	19 322 261	22 062 352
Excédent (déficit) de l'exercice	22	3 137 081	415 145	2 797 701
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		51 761 948	48 964 247
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		51 761 948	48 964 247
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		52 177 093	51 761 948

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 137 081	415 145	2 797 701
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	11 429 372 ) (	1 895 960 ) (	4 779 311)
Produit de cession	3		1 892 220	7 024
Amortissement	4	2 550 224	2 567 702	2 469 352
(Gain) perte sur cession	5		1 493 716	(2 931)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(8 879 148)	4 057 678	(2 305 866)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(446 346)	8 071
Variation des stocks de fournitures	9		(664)	(25 588)
Variation des autres actifs non financiers	10		18 950	4 542
	11		(428 060)	(12 975)
	12	(5 742 067)	4 044 763	478 860
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 742 067)	4 044 763	478 860
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(14 992 041)	(15 470 901)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(14 992 041)	(15 470 901)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(10 947 278)	(14 992 041)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	9 601 487	9 827 023
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	5 560 893	7 868 120
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	79 204	56 497
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>15 241 584</u>	<u>17 751 640</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 703 699	6 893 992
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	2 086 034	7 103 506
Revenus reportés (note 12)	13	272 290	182 674
Dette à long terme (note 13)	14	21 126 839	18 563 509
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>26 188 862</u>	<u>32 743 681</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(10 947 278)	(14 992 041)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	59 733 517	63 791 195
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 156 198	2 709 852
Stocks de fournitures	20	88 735	88 071
Autres actifs non financiers (note 17)	21	145 921	164 871
	22	<u>63 124 371</u>	<u>66 753 989</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	52 177 093	51 761 948

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	415 145	2 797 701
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 567 702	2 469 352
Autres			
- Réduction valeur placement	3	15 129	26 972
- Gain/Perte immob.	4	1 493 716	(2 931)
	5	4 491 692	5 291 094
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 307 227	(3 021 288)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(5 017 472)	5 248 176
Revenus reportés	9	89 616	(951 514)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(446 346)	8 071
Stocks de fournitures	12	(664)	(25 588)
Autres actifs non financiers	13	18 950	4 542
	14	1 443 003	6 553 493
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 895 960)	(4 779 311)
Produit de cession	16	1 892 220	7 024
	17	(3 740)	(4 772 287)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(37 836)	(19 582)
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(37 836)	(19 582)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	4 646 964	21 683
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 076 592)	(1 981 917)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 190 293)	3 149 237
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(7 042)	(22 417)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 626 963)	1 166 586
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(225 536)	2 928 210
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	9 827 023	6 898 813
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	9 601 487	9 827 023

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La Ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La Ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La Ville est responsable d'environ 8,7% des sommes à répartir entre les municipalités.

La Ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La Ville est responsable d'environ 0,31% des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La Ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île et la Régie de l'eau de l'île-Perrot.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île pour l'exercice est de 18,29 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 18,45 % en début d'exercice à 18,30 % à la fin de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie de l'eau de l'île-Perrot pour l'exercice est de 50,23 % pour la consommation et 53,23 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 46,87 % et 53,23 % en 2013.

La Ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Pincourt excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût. Les coûts inhérents aux ventes pour taxes, de la date d'adjudication jusqu'à la fin de la période de retrait, ont été considérés.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes :

Infrastructures	linéaire	15,20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	15,30 et 40 ans
Améliorations locatives	linéaire	10 ans
Véhicules	linéaire	10 ans
Ameublement, équipement de bureau	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	linéaire	5,10 et 20 ans
Autres	linéaire	5 ans
Véhicules-Régie de l'eau de l'Ile-Perrot	dégressif	30%

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville, la régie et le conseil intermunicipal de transport, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le conseil intermunicipal de transport, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 889 656	1 242 462
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	972 340	2 188 426
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 702 002	3 051 280
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	406 950	472 167
Organismes municipaux	8	934 830	955 902
Autres			
- Droits de mutation	9	175 039	375 371
- Autres	10	369 732	824 974
	11	5 560 893	7 868 120
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	782 205	885 013
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	782 205	885 013
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	111 756	37 763
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	79 204	56 497
Autres placements	23		
	24	79 204	56 497
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	_____
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	264 006 210 479
Autres régimes (REER et autres)	31	2 790 2 210
Régimes de retraite des élus municipaux	32	32 856 29 488
	33	_____ 242 177

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires**

Ville de Pincourt

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 9 357 000 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel. Le montant utilisé totalisait 2 703 699 \$ au 31 décembre 2014 (2013: 6 881 464 \$). Ces sommes ont été empruntées dans le cadre de règlements d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

Régie de l'eau de l'Ile-Perrot

La Régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 12 587 900 \$. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014, cette marge n'était pas utilisée (2013: 0 \$). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la Régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	824 082	5 456 310
Salaires et avantages sociaux	38	471 748	759 844
Dépôts et retenues de garantie	39	338 398	476 772
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Québec	42	183 453	201 110
- Organismes municipaux	43	97 808	42 087
- Intérêts courus sur dette L-T	44	140 271	103 507
- Autres courus et passifs	45	30 274	29 459
-	46		34 417
	47	2 086 034	7 103 506

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	157 337	91 638
Autres			
- Revenus perçus d'avance	50	87 094	63 177
- Services payés d'avance	51	27 859	27 859
	52	272 290	182 674

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	4,40	2017	2039	53	20 940 008	18 461 810
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	13 809	22 711
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,71	6,50	2017	2018	59	264 615	150 283
Autres	3,99	4,99	2016	2017	60	18 411	31 667
					61	21 236 843	18 666 471
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(110 004)	(102 962)
					63	21 126 839	18 563 509

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2015	64	72	2 038 469	80	79 590	89	14 632	97	2 132 691
2016	65	73	1 507 204	81	79 590	90	7 358	98	1 594 152
2017	66	74	1 740 606	82	68 538	91	1 740	99	1 810 884
2018	67	75	1 263 588	83	69 042	92	561	100	1 333 191
2019	68	76	1 274 870	84		93	341	101	1 275 211
2020 et +	69	77	13 115 271	85		94	7 588	102	13 122 859
	70	78	20 940 008	86	296 760	95	32 220	103	21 268 988
Intérêts et frais accessoires				87	(32 145)			104	(32 145)
	71	79	20 940 008	88	264 615	96	32 220	105	21 236 843

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(10 947 278)
Tiers		(14 992 041)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(10 947 278)
		(14 992 041)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	14 638 323	138		165		192	14 638 323
Eaux usées	111	15 153 909	139	2 230	166		193	15 156 139
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	25 344 330	140	10 797	167		194	25 355 127
Autres	113	30 818 225	141	20 896	168		195	30 839 121
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	3 915 553	143	354 261	170		197	4 269 814
Améliorations locatives	116		144	196	171		198	196
Véhicules	117	1 406 342	145	808 530	172	22 560	199	2 192 312
Ameublement et équipement de bureau	118	1 007 103	146	99 629	173		200	1 106 732
Machinerie, outillage et équipement divers	119	2 941 952	147	206 354	174		201	3 148 306
Terrains	120	1 379 646	148	543	175		202	1 380 189
Autres	121	149 063	149		176		203	149 063
	122	<u>96 754 446</u>	150	<u>1 503 436</u>	177	<u>22 560</u>	204	<u>98 235 322</u>
Immobilisations en cours	123	<u>10 284 341</u>	151	<u>392 524</u>	178	<u>3 376 912</u>	205	<u>7 299 953</u>
	124	<u>107 038 787</u>	152	<u>1 895 960</u>	179	<u>3 399 472</u>	206	<u>105 535 275</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	5 581 530	153	388 016	180		207	5 969 546
Eaux usées	126	8 537 891	154	379 021	181		208	8 916 912
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	11 138 261	155	632 615	182		209	11 770 876
Autres	128	13 139 536	156	687 372	183		210	13 826 908
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 674 537	158	97 886	185		212	1 772 423
Améliorations locatives	131		159	10	186		213	10
Véhicules	132	742 050	160	106 238	187	13 536	214	834 752
Ameublement et équipement de bureau	133	855 618	161	41 633	188		215	897 251
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 429 106	162	234 911	189		216	1 664 017
Autres	135	149 063	163		190		217	149 063
	136	<u>43 247 592</u>	164	<u>2 567 702</u>	191	<u>13 536</u>	218	<u>45 801 758</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>63 791 195</u>					219	<u>59 733 517</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	195 093	223	178 564	225		227	373 657
Amortissement cumulé	221	(19 509)	224	(19 509)	226	()	228	(39 018)
Valeur comptable nette	222	<u>175 584</u>					229	<u>334 639</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	3 156 198	2 709 852
	233	3 156 198	2 709 852
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	3 156 198	2 709 852

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	128 911	130 852
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	237	17 010	34 019
-	238		
	239	145 921	164 871

Note**18. Obligations contractuelles**

Les principaux engagements contractuels de la ville se détaillent comme suit (avant taxes applicables) :

	Montant total	2015	2016	2017	2018	2019
Évaluation municipale	649 375\$	86 155\$	138 078\$	89 636\$	91 428\$	148 956\$
Gestion des boues de la station d'épuration	167 200	167 200				
Déchets domestiques	2 156 601	525 791	535 472	542 959	552 379	
Archivage de documents	6 825	2 275	2 275	2 275		
Impression de brochures pour loisirs	10 380	10 380				
Déneigement	175 804	175 804				
Services juridiques - cour municipale	12 400	12 400				

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Montant total	2015	2016	2017	2018	2019
Location timbreuse	6 068\$	1 734\$	1 734\$	1 734\$	866\$	
Rinçage unidirectionnel du réseau d'aqueduc	35 212	17 440	17 772			
Service de surveillance	39 228	39 228				
Inspection des bornes d'incendie	38 104	19 052	19 052			
Inspection et analyse des réseaux d'égout et d'aqueduc	46 688	46 668				
Marquage chaussée	52 123	52 123				
Neutralisation des odeurs usine épuration	6 180	3 090	3 090			
Déneigement stationnement 2 écoles	24 800	13 600	11 200			
Déneigement stationnement 1 école	26 530	14 650	11 880			
Don	19 500	6 500	6 500	6 500		

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

À des fins de comparaison avec les réalisations 2014, certaines données du budget 2014 ont été reclassées.

22. Instruments financiers

S/O

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 9 601 487	9 827 023
Découvert bancaire	241 () ()	
Placements temporaires	242	
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
-	247 () ()	
-	248 () ()	
-	249 () ()	
-	250 () ()	
-	251 () ()	
-	252 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	253 9 601 487	9 827 023

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

24. Engagements contractuels du CIT de la Presqu'île

Transport en commun

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2014 est de 64,00 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 998 639 \$, incluant la clause carburant, en 2014.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2500 heures par an par véhicule pour les trois premiers autocars assignés, au taux horaire de 122,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2014 est de 122,50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 000 940 \$, incluant la clause carburant, en 2014.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99,00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2014 est de 101,83 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 519 250\$, excluant la clause carburant, en 2014.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 996 420	4 130 216
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	3 304 007	3 465 897
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (	28 356 ) (	36 913)
Financement des investissements en cours	4	(1 609 259)	(4 573 338)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	42 514 281	48 776 086
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	52 177 093	51 761 948

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Engagements et autres dép.	8	611 231	443 369
- Réserve pour éventualités	9	112 249	342 250
- Réserve budget - exercice sub.	10	193 200	635 300
- Réserve terrains	11	181 400	181 400
- Dépôt MDDEP	12	38 796	118 325
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	1 136 876	1 720 644

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- CIT la Presqu'Île	18	15 377	
- Régie de l'eau de l'Île-Perrot	19	665 594	536 735
-	20		
	21	680 971	536 735

Réserves financières

- CIT la Presqu'Île	22	352 519	350 176
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27	352 519	350 176

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	973 118	736 014
Fonds parcs et terrains de jeux	29	71 920	71 920
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	7 967	7 817
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	80 636	42 591
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	1 133 641	858 342
	39	3 304 007	3 465 897

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (15 529 ) (	18 635)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (12 827 ) (	18 278)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()
Régimes non capitalisés	43 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()
Autres	45 () ()
Régimes non capitalisés	46 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()
Autres		
-	51 () ()
-	52 () ()
	53 (28 356 ) (	36 913)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()
Autre financement	55 () ()
	56 (28 356 ) (	36 913)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 10 850	10 850
Investissements à financer	58 (1 620 109 ) (	4 584 188)
	59 (1 609 259)	(4 573 338)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 59 733 517	63 791 195
Propriétés destinées à la revente	61 3 156 198	2 709 852
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63 79 204	56 497
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 62 968 919	66 557 544
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 21 126 839	18 563 509
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 110 004	102 962
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (782 205 ) (	885 013)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()
	71 20 454 638	17 781 458
Dette en cours de refinancement et autres éléments		
	72	
	73 20 454 638	17 781 458
	74 42 514 281	48 776 086

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

2014

2013

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)

Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite à cotisations déterminées des employés de la Ville de Pincourt a été converti en deux régimes de retraite simplifiés. Dans ces deux régimes, l'employeur et l'employé versent des cotisations qui sont déterminées selon un pourcentage du salaire, soit 6% du salaire de base. Le régime de retraite simplifié destiné aux employés de la ville (cadres) est entré en vigueur le 30 septembre 2005, alors que le régime de retraite simplifié destiné aux employés syndiqués est entré en vigueur le 1er janvier 2006.

Le régime de retraite des employés de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot est également un régime à cotisations déterminées. L'employé et la régie contribuent au régime à un taux équivalent à 7% du salaire brut régulier.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Charge de l'exercice	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations de l'employeur	89 <u>264 006</u>	<u>210 479</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Le conseil intermunicipal de transport offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé. La dépense du conseil intermunicipal de transport est représentée par la cotisation qu'il a versée

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	2 790	2 210

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	7 923	6 969
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	26 697	23 490
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	6 159	5 998
	32 856	29 488

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dette à long terme	1	16 049 634
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 620 109
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	189 367
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	625 415
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	16 854 961
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	4 947 565
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	21 802 526
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	288 747
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	95 827
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	22 187 100
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	22 187 100
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 538 400	12 762 803	12 156 362
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	12 538 400	12 762 803	12 156 362
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 229 300	1 227 304	1 216 426
Égout	11	1 477 900	1 475 069	1 347 737
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	966 300	966 592	1 172 973
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	51 500	59 207	52 467
Service de la dette	18	1 055 900	1 073 491	1 061 769
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	4 780 900	4 801 663	4 851 372
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	4 780 900	4 801 663	4 851 372
	26	17 319 300	17 564 466	17 007 734

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2014	2014	2014	2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	900	892	870
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	900	892	870
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	24 600	26 011	22 468
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	300 400	287 104	295 787
	35	325 000	313 115	318 255
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	325 900	314 007	319 125
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	325 900	314 007	319 125

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		416 381	311 557
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		2 673	3 167
Réseau de distribution de l'eau potable	68		4 181	4 954
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	123 900	127 189	122 863
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86		20 296	34 040
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	37 500	38 836	38 631
Autres	88	12 100	2 119	6 224
Réseau d'électricité	89			
	90	173 500	188 440	611 675
				521 436

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			45 410
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			7 600
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	4 062 000	57 857	57 857
Réseaux d'égout	109			3 013 246
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			(5 774)
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	4 062 000	57 857	57 857
				3 060 482

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal		130		
Péréquation		131		
Réorganisation municipale		132		
Neutralité		133		
Diversification des revenus		134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables		135		
Programme d'aide financière aux MRC		136		
Autres		137		796 464
		138		796 464
TOTAL DES TRANSFERTS	139	4 235 500	246 297	669 532
				4 378 382

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2014	2014	2014	2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALS				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	38 000	40 778	40 778
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	38 000	40 778	40 778
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149		3 129	3 129
Enlèvement de la neige	150		12 394	12 394
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154		15 523	15 523
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	322 100	275 698	275 698
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	322 100	275 698	275 698
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	1 400	1 644	1 644
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	1 400	1 644	1 644
Réseau d'électricité	180			
	181	361 500	333 643	333 643

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	6 000	3 964	19 918
Sécurité publique	183		4 818	4 991
Transport				
Réseau routier	184	30 000	5 571	4 857
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		257 165	249 813
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		99 666	101 785
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	10 000	18 691	14 418
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	594 600	443 243	421 361
Réseau d'électricité	194			
	195	640 600	476 287	817 143
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 002 100	809 930	1 174 856
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	30 700	52 686	188 839
Droits de mutation immobilière	198	466 000	888 117	1 016 877
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	496 700	940 803	1 205 716
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	140 400	125 715	130 246
INTÉRÊTS	203	323 300	269 421	521 343
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(1 493 716)	2 931
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		84 911	84 911
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	10 500	64 691	119 720
	212	10 500	(1 344 114)	122 651

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalisations 2014	Réalisations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	350 700	300 204	1 515	301 719	301 719	302 267
Application de la loi	2	55 200	57 397		57 397	57 397	40 457
Gestion financière et administrative	3	909 200	842 265	45 706	887 971	887 971	890 613
Greffe	4	327 800	529 089		529 089	529 089	392 248
Évaluation	5	128 000	163 129		163 129	163 129	128 757
Gestion du personnel	6	346 000	175 472		175 472	175 472	265 135
Autres	7	267 050	308 650		308 650	308 650	2 924 207
	8	2 383 950	2 376 206	47 221	2 423 427	2 423 427	4 943 684
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 901 600	1 667 584		1 667 584	1 667 584	1 586 457
Sécurité incendie	10	1 288 000	1 256 303	112 871	1 369 174	1 369 174	1 343 418
Sécurité civile	11						
Autres	12						
	13	3 189 600	2 923 887	112 871	3 036 758	3 036 758	2 929 875
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 321 590	1 501 396	763 946	2 265 342	2 265 342	2 304 201
Enlèvement de la neige	15	768 365	645 410	23 348	668 758	668 758	686 643
Éclairage des rues	16	249 935	221 854		221 854	221 854	230 521
Circulation et stationnement	17	172 415	175 859		175 859	175 859	163 547
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 115 500	644 171		644 171	1 421 340	1 549 135
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 627 805	3 188 690	787 294	3 975 984	4 753 153	4 934 047

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 409 300	1 392 225		1 392 225	870 565	853 660
Réseau de distribution de l'eau potable	24	416 900	232 900	2 256	235 156	439 950	468 611
Traitement des eaux usées	25	1 249 900	1 085 601	398 852	1 484 453	1 484 453	1 439 256
Réseaux d'égout	26	589 595	455 153	499 858	955 011	955 011	940 864
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	264 590	212 869		212 869	212 869	590 443
Élimination	28	391 610	356 259		356 259	356 259	389 088
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	123 259	147 911		147 911	147 911	151 259
Tri et conditionnement	30	96 846	72 195		72 195	72 195	73 829
Matières organiques							
Collecte et transport	31	83 477	17 457		17 457	17 457	38 530
Traitement	32	40 053	17 548		17 548	17 548	
Matériaux secs							
Autres	33		8 453		8 453	8 453	
Autres							
Plan de gestion	34						1 419
Autres	35	33 065	33 062		33 062	33 062	43 398
Autres							
	36						
Cours d'eau							
	37	35					
Protection de l'environnement							
Autres	38	5 480	4 878		4 878	4 878	4 562
Autres							
	39	41 500	23 621	55 734	79 355	79 355	69 860
	40	4 745 610	4 060 132	956 700	5 016 832	4 699 966	5 064 779
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	105 750	108 031		108 031	108 031	105 644
Sécurité du revenu	42						
Autres							
	43						
	44	105 750	108 031		108 031	108 031	105 644
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	503 784	518 914	721	519 635	519 635	447 547
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux							
	46						
Autres biens							
	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces							
	48	88 340	88 342		88 342	88 342	58 064
Tourisme							
	49						
Autres							
	50	19 105	19 110		19 110	19 110	37 660
Autres							
	51	24 656	36 253		36 253	36 253	47 185
	52	635 885	662 619	721	663 340	663 340	590 456

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	549 686	495 145	60 379	555 524	555 524	533 816
Patinoires intérieures et extérieures	54	602 641	368 585	2 230	370 815	370 815	330 496
Piscines, plages et ports de plaisance	55	161 560	133 893	9 842	143 735	143 735	160 837
Parcs et terrains de jeux	56	1 298 959	1 019 097	177 003	1 196 100	1 196 100	1 129 641
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	324 100	293 615		293 615	293 615	236 854
	60	2 936 946	2 310 335	249 454	2 559 789	2 559 789	2 391 644
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	52 554	44 242		44 242	44 242	45 788
Bibliothèques	62	392 300	389 223	4 270	393 493	393 493	384 632
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	444 854	433 465	4 270	437 735	437 735	430 420
	67	3 381 800	2 743 800	253 724	2 997 524	2 997 524	2 822 064
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	522 300	440 868		440 868	573 272	621 002
Autres frais	70		25 686		25 686	38 967	33 631
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	55 500	26 258		26 258	27 823	17 170
	73	577 800	492 812		492 812	640 062	671 803
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	2 145 971	2 158 531	(2 158 531)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Pincourt (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

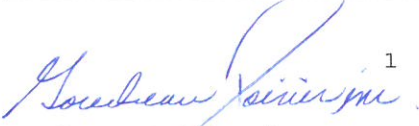
Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**



Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2015-07-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	17 564 466
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>17 564 466</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 890 964	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	59 207	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>1 950 171</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>15 614 295</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>1 442 078 000</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>1 462 498 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 452 288 050</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>15 614 295</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 452 288 050</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="2"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	9 234 796	1 143 467	1 143 467
Conduites d'égout	4	35 000		3 342 800
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	419 510	210 889	210 889
Ponts, tunnels et viaducs	7			50 249
Systèmes d'éclairage des rues	8	50 000	20 896	20 896
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	55 000	7 775	7 775
Autres infrastructures	11			345 159
Réseau d'électricité	12			21 620
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	285 000	75 205	75 205
Édifices communautaires et récréatifs	14	45 000	(52 433)	(52 433)
Améliorations locatives	15			196
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	461 000	195 481	206 806
Ameublement et équipement de bureau	18	21 605	74 832	78 595
Machinerie, outillage et équipement divers	19	807 700	185 690	204 021
Terrains	20		543	543
Autres	21			3 367
	22	11 414 611	1 862 345	1 895 960
				4 779 311

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		1 143 467	1 143 467
Conduites d'égout	26			3 342 800
Autres infrastructures	27		57 431	57 431
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		182 129	182 129
Autres immobilisations	33		479 318	512 933
	34		1 862 345	1 895 960
				4 779 311

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	18 461 810	4 468 400	1 990 202	20 940 008
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	22 711		8 902	13 809
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	150 283	178 564	64 232	264 615
Autres	6	31 667		13 256	18 411
	7	18 666 471	4 646 964	2 076 592	21 236 843
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	256 299			256 299
Réserves financières et fonds réservés	10	7 817		(150)	7 967
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 009 794		319 805	2 689 989
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	14 507 548	4 646 964	1 654 129	17 500 383
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	17 781 458	4 646 964	1 973 784	20 454 638
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	885 013		102 808	782 205
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	885 013		102 808	782 205
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	885 013		102 808	782 205
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	885 013		102 808	782 205
	26	18 666 471	4 646 964	2 076 592	21 236 843
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	18 666 471	4 646 964	2 076 592	21 236 843

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	500	500	500
Évaluation	2			
Autres	3	102 850	102 489	120 090
Sécurité publique				
Police	4	5 898	5 898	6 278
Sécurité incendie	5	44 308	44 308	40 150
Sécurité civile	6			
Autres	7	50 200		
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	501 600	487 894	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 409 300	1 392 225	
Matières résiduelles	12	344 200	253 168	268 842
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	4 750	4 878	4 562
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	105 750	108 031	105 644
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18		107 940	79 316
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		107 452	95 724
Autres	21	251 450	36 253	39 114
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	78 900	69 376	66 362
Activités culturelles	23	32 800	32 770	6 740
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 881 800	2 753 182	833 322

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	20,00	35,00	1 349 905	367 274	1 717 179
Professionnels	2					
Cols blancs	3	24,81	35,00	896 275	225 027	1 121 302
Cols bleus	4	56,13	40,00	2 361 003	492 444	2 853 447
Policiers	5					
Pompiers	6	46,00	2,00	437 056	45 896	482 952
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	146,94		5 044 239	1 130 641	6 174 880
Élus	9	7,00		187 223	38 306	225 529
	10	153,94		5 231 462	1 168 947	6 400 409

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14			57 857	57 857
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	187 197		1 243	188 440
	17	187 197	57 857	1 243	246 297

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	57 397	27		53	57 397	79		105	57 397	131
Évaluation	2	163 129	28		54	163 129	80		106	163 129	132
Autres	3	2 155 680	29	47 221	55	2 202 901	81	3 964	107	2 198 937	133
	4	2 376 206	30	47 221	56	2 423 427	82	3 964	108	2 419 463	134
Sécurité publique											
Police	5	1 667 584	31		57	1 667 584	83		109	1 667 584	135
Sécurité incendie	6	1 256 303	32	112 871	58	1 369 174	84	45 596	110	1 323 578	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	2 923 887	35	112 871	61	3 036 758	87	45 596	113	2 991 162	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 501 396	36	763 946	62	2 265 342	88	5 780	114	2 259 562	140
Enlèvement de la neige	11	645 410	37	23 348	63	668 758	89	15 314	115	653 444	141
Autres	12	397 713	38		64	397 713	90		116	397 713	142
Transport collectif	13	644 171	39		65	644 171	91		117	644 171	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	3 188 690	41	787 294	67	3 975 984	93	21 094	119	3 954 890	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 392 225	42		68	1 392 225	94		120	1 392 225	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	232 900	43	2 256	69	235 156	95		121	235 156	147
Traitement des eaux usées	18	1 085 601	44	398 852	70	1 484 453	96	294 389	122	1 190 064	148
Réseaux d'égout	19	455 153	45	499 858	71	955 011	97		123	955 011	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	569 128	46		72	569 128	98		124	569 128	150
Matières recyclables	21	263 564	47		73	263 564	99		125	263 564	151
Autres	22	33 062	48		74	33 062	100		126	33 062	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	4 878	50		76	4 878	102		128	4 878	154
Autres	25	23 621	51	55 734	77	79 355	103		129	79 355	155
	26	4 060 132	52	956 700	78	5 016 832	104	294 389	130	4 722 443	156

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges	- Services rendus	= Coût des services municipaux	Frais de financement				
Santé et bien-être												
Logement social	157	108 031	172		187	108 031	202	217	108 031	232		
Sécurité du revenu	158		173		188		203	218		233		
Autres	159		174		189		204	219		234		
	160	108 031	175		190	108 031	205	220	108 031	235		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	518 914	176	721	191	519 635	206	221	519 635	236		
Rénovation urbaine	162		177		192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	107 452	178		193	107 452	208	223	107 452	238		
Autres	164	36 253	179		194	36 253	209	224	36 253	239		
	165	662 619	180	721	195	663 340	210	225	663 340	240		
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	2 310 335	181	249 454	196	2 559 789	211	442 350	226	2 117 439	241	78 936
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	389 223	182	4 270	197	393 493	212	2 537	227	390 956	242	
Autres	168	44 242	183		198	44 242	213		228	44 242	243	
	169	2 743 800	184	253 724	199	2 997 524	214	444 887	229	2 552 637	244	78 936
Réseau d'électricité	170		185		200		215	230		245		
	171	16 063 365	186	2 158 531	201	18 221 896	216	809 930	231	17 411 966	246	492 812

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014***Non audité*

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 862 345	4 603 648
Frais de financement	4		135 524
Autres	5		
	6	1 862 345	4 739 172

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	4 130 216	4 757 675
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	4 130 216	4 757 675
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	4 815 549	3 243 852
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(67 831)	(2 572 183)
Activités d'investissement	6	(122 246)	(348 899)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(509 268)	(625 229)
Réserves financières et fonds réservés	8	(250 000)	(325 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	3 866 204	(627 459)
Solde à la fin de l'exercice	12	7 996 420	4 130 216
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 720 644	1 867 501
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 720 644	1 867 501
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(984 148)	(709 683)
Activités d'investissement	17	(108 888)	(62 403)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	509 268	625 229
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(583 768)	(146 857)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 136 876	1 720 644
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	717 495	409 119
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	717 495	409 119
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	205 056	218 991
Activités d'investissement	27	(219 564)	(243 629)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	250 000	325 000
Financement des investissements en cours	29	38 360	8 014
	30	273 852	308 376
Solde à la fin de l'exercice	31	991 347	717 495

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**2014****2013**

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(32 981)	(40 106)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(32 981)	(40 106)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
	39	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	()	()
	44	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	()	()
	47	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	6 997	7 125
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49		
	50	6 997	7 125
Solde à la fin de l'exercice	51	(25 984)	(32 981)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(4 584 188)	(3 724 573)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(4 584 188)	(3 724 573)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	3 002 439	(851 601)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(38 360)	(8 014)
	59	2 964 079	(859 615)
Solde à la fin de l'exercice	60	(1 620 109)	(4 584 188)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	44 913 850	40 788 494
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		
Solde redressé au début de l'exercice	63	44 913 850	40 788 494
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	(6 315 547)	4 125 356
Solde à la fin de l'exercice	67	38 598 303	44 913 850

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7	8
	1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	42 276			38 360				80 636
Montant réservé pour le service de la dette								
	42 276			38 360				80 636

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

Taxes sur la valeur foncière

Du 100 \$ d'évaluation

Taxes générales

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[0] , [7] [3] [8] [5] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[0] , [8] [5] [9] [6] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[2] , [8] [5] [0] [6] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[1] , [4] [7] [7] [0] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)

Eau	1	2	0	3
Égout	2	2	5	5
Eau et égout	3	[]	[]	[]
Traitement des eaux usées	4	[]	[]	[]
Matières résiduelles	5	1	8	3

Par unité de logement

	1	2	0	0

	2	2	5	5

	3	[]	[]	[]

	4	[]	[]	[]

	5	1	8	3

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

	6	[]	[]	[]

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Service de la dette / usine eau potable	,1468	2	
Service de la dette / usine eaux usées	,0026	2	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 919, chemin Duhamel
(no) (rue)
Pincourt J7V 4G8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dgpincourt@videotron.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Nathalie Boisvert

Téléphone (514) 453-8981
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-0934
(ind. rég.) (numéro)

Courriel n.boisvert@villepincourt.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____